

MARCHE DE TRAVAUX PUBLICS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET :

CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE

Maître d'Ouvrage :



Mairie de Lescure d'Albigeois

14 Avenue de l'Hermet,
81 380 Lescure d'Albigeois
Tel : 05 63 60 76 73

Procédure adaptée passée conformément aux dispositions du Code de la commande publique

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – STIPULATION GÉNÉRALES	5
1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux	5
1.2 Forme de notification et information au titulaire	5
1.3 Décomposition en tranches et lots	5
1.4 Exécution du marché	6
1.5 Intervenants	6
1.5.1 Maîtrise d'œuvre et OPC	6
1.5.2 Contrôle technique	6
1.5.3 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	6
1.5.4 Groupement d'entreprises	6
1.5.5 Sous-traitance	7
1.6 Forme et durée	7
1.7 Travaux intéressant la défense nationale – Obligation de discrétion	7
1.8 Contrôle des prix de revient	7
1.9 Ordre de service	7
1.10 Modifications statutaires	7
1.11 Stipulations générales	8
1.11.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	8
1.11.2 Stipulations applicables en cas d'intervenants étrangers	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
2.1 Pièces contractuelles	9
2.1.1 Pièces particulières	9
2.1.2 Pièces Générales	9
2.2 Pièces non contractuelles	9
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES	10
3.1 Répartition des paiements	10
3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)	10
3.3 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie	10
3.3.1 L'entrepreneur est réputé	10
3.3.2 Les prix de l'entrepreneur	10
3.3.3 Les diverses entreprises	10
3.3.4 Prestations fournies par le maître d'ouvrage	11
3.3.5 Les ouvrages et prestations	11
3.3.6 Règlement des comptes	11
3.3.6.1 Etablissement des comptes	11
3.3.6.2 Décompte définitif	11
3.3.6.3 Délais de paiement	11
3.4 VARIATION DANS LES PRIX	11
3.4.1 Choix de l'index de référence	11
3.4.2 Mois d'établissement des prix	11
3.4.2.1 Pour l'application des dispositions du 3.4.1.	11
3.4.3 Révision des prix	11
3.4.4 Mise à jour et révision des frais de coordination	12

3.4.5	Mise à jour provisoire.....	12
3.4.6	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
3.4.7	Actualisation.....	12
3.5	Facture électronique.....	12
3.6	Païement des Co-Traitants et Sous-traitants.....	12
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES.....		13
4.1	Délais d'exécution.....	13
4.1.1	Intempéries.....	13
4.1.2	Prolongation des délais d'exécution.....	13
4.1.2.1	Dès la fin de la période de préparation.....	13
4.1.3	Pénalités – Primes d'Avance – autres primes.....	14
4.1.3.1	Pénalités pour retard.....	14
4.1.4	Autres pénalités.....	14
4.1.5	Primes d'avance.....	14
4.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	15
4.3	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....		16
5.1	Retenue de garantie.....	16
5.2	Avance forfaitaire.....	16
5.2.1	Conditions de versement et de remboursement.....	16
5.2.2	Garanties financières des avances.....	16
5.3	Autres avances.....	16
5.4	Approvisionnements.....	17
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....		18
6.1	Provenance des matériaux et produits.....	18
6.2	Mise à disposition des carrières ou lieu d'emprunt.....	18
6.3	Caractéristiques, Qualités, vérifications, Essais et Epreuves des matériaux et produits.....	18
6.3.1	Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter.....	18
6.3.2	Le C.C.T.P. précise quels matériaux,.....	18
6.3.3	Le maître d'œuvre peut décider,.....	18
6.3.4	En complément de l'article 23 du C.C.A.G.,.....	18
6.4	Prise en charge, manutention et conservation par l'entreprise des matériaux et produit fournis par le maître d'ouvrage...18	18
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....		19
7.1	piquetage général.....	19
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	19
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....		20
8.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	20
8.1.1	Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après :.....	20
8.1.2	Les documents visés ci-avant sont établis conjointement par le maître d'œuvre et les entrepreneurs. .20	20
8.1.3	Les documents établis par l'entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux sont soumis au visa du maître d'œuvre dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.20	20
8.1.4	Bureau de chantier.....	20
8.1.5	Panneau de chantier.....	20
8.1.6	Echantillons.....	20

8.2	Plans d'exécution – Notes de calcul – Etude de détail	21
8.3	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	21
8.4	Organisation, Sécurité et hygiène du chantier	21
ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX		22
9.1	Essais et Contrôle des ouvrages en cours de travaux	22
9.2	Réception.....	22
9.2.1	<i>La réception des ouvrages</i>	<i>22</i>
9.2.2	<i>Les épreuves.....</i>	<i>22</i>
9.2.3	<i>Il appartient au titulaire du marché</i>	<i>22</i>
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage.....	22
9.4	Documents fournis après exécution	22
9.5	Délais de garantie	22
9.6	Garanties particulières	22
ARTICLE 10. ASSURANCES.....		23
ARTICLE 11. SITUATION FISCALE ET SOCIALE		23
ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHE		24
12.1	Conditions de résiliation.....	24
12.2	Redressement ou liquidation judiciaire	24
ARTICLE 13. CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE		24
ARTICLE 14. DIFFERENDS ET LITIGES		24
ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		25
ANNEXE 1 – AU C.C.A.P.		26
15.1	REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER (article 3.3.1.1)	26
15.1.0	<i>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</i>	<i>26</i>
15.1.1	<i>DEPENSES D'ENTRETIEN</i>	<i>26</i>
15.1.1.1	<i>Pour le nettoyage du chantier :</i>	<i>26</i>
15.1.2	<i>DEPENSES DE CONSOMMATION</i>	<i>27</i>

Article 1. OBJECT DU MARCHÉ – INTERVENANTS – STIPULATION GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMBLACEMENT DES TRAVAUX

- **Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'opération suivante :**

Construction d'une Maison de santé pluridisciplinaire sur le commune d'Lescure d'Albigeois

Elles concernent les marchés par lots conclus avec entreprises groupées ou non groupées.

- **La description des ouvrages et des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.**

1.2 FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATION AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- **Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;**
- **Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les documents particuliers du marché ;**
- **Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.**

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Les travaux sont décomposés en **11 lots** conformément au tableau ci-après :

N° du lot	Nom du Lot
01	Voirie, Réseaux, Divers
02	Gros Œuvre
03	Enduits
04	Charpente – Couverture – Zinguerie – Fenêtre en couverture
05	Menuiseries Extérieures
06	Faux plafond, Doublage, Cloisons, Isolation en comble,
07	Menuiseries intérieures – Mobilier
08	Revêtements de sols et murs
09	Electricité
10	CVC
11	Peinture, Nettoyage de chantier

Les travaux, ouvrages et prestations rattachées à chacun des lots ci-dessus sont définis par le C.C.T.P. et le cas échéant par le C.C.T.G.

1.4 EXECUTION DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.

1.5 INTERVENANTS

1.5.1 MAITRISE D'ŒUVRE ET OPC

Nom	Benoît CABROL Architecte DPLG
Siret	493 630 206 00032
Adresse	41 bis rue Amiral Galiber
Cp - Commune	81100 CASTRES
Téléphone et Mail	05 63 71 49 71
Courriel	contact@cabrol-architectes.fr
N° d'inscrit à l'ordre	072938 - Occitanie

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission témoin sans la mission EXE.

1.5.2 CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet.

1.5.3 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (SPS)

En cours de définition

1.5.4 GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le marché pourra être attribué :

- A une entreprise individuelle
- A des entreprises groupées.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises :

- Si le groupement est conjoint, chacun des membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- Si le groupement est solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement est effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans les deux formes du groupement, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Le mandataire est seule habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné. Le mandataire est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Il assurera, sous sa responsabilité, la coordination de l'ensemble des entrepreneurs.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation. La même entreprise ne peut faire partie de plusieurs groupements concurrents en tant que co-traitant.

1.5.5 SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des **prestations supérieures à 600 € TTC**.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 46 du C.C.A.G.).

1.6 FORME ET DUREE

Sans objet.

1.7 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE NATIONALE – OBLIGATION DE DISCRETION

Sans objet.

1.8 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet

1.9 ORDRE DE SERVICE

Il sera fait application des stipulations de l'article 3.8 du C.C.A.G.

1.10 MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société ;
- Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

1.11 STIPULATIONS GENERALES

1.11.1 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.8253-15 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

1.11.2 STIPULATIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en Euros.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-Travaux

2.1.1 PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières sont les suivantes :

1. Pièces administratives :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées soit par mise au point, soit par avenant
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

2. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les documents qui lui sont annexés

1- DPGF donné à titre indicatif :

La décomposition du prix global et forfaitaire. Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaire ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

2.1.2 PIECES GENERALES

Les pièces générales sont les suivantes :

- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de la remise de l'acte d'engagement,
- Le cahier des charges et documents techniques unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B. à défaut du C.C.T.G.,
- Les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux dans sa version en vigueur.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

2.2 PIECES NON CONTRACTUELLES

Sans objet

Article 3. **PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

3.1 **REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé au 11.7 du C.C.A.G.

3.2 **TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)**

Sans objet.

3.3 **CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN REGIE**

3.3.1 **L'ENTREPRENEUR EST REPUTE**

Avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc.,
- Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents, notamment concernant la question de l'amiante.

3.3.2 **LES PRIX DE L'ENTREPRENEUR**

Comprennent les dépenses communes de chantier et les dépenses de coordination dans les limites et conditions ci-après :

- Les prix portés dans l'acte d'engagement de l'entrepreneur comprennent les dépenses visées à l'article 10.1 du C.C.A.G. à l'exclusion de celles inhérentes aux mesures propres à pallier les éventuelles défaillances des autres entrepreneurs ;
- Les dépenses communes de chantier sont inscrites à un compte prorata géré par l'entreprise chargée du lot n° 2 : Gros œuvre dans les conditions fixées par l'annexe 1 du présent C.C.A.P. ; Le prix de chaque entreprise comprend les sommes à payer au gestionnaire du compte.
- L'entreprise chargée du lot n° 2 : Gros Œuvre établit, au cours de la période de préparation visée à l'article 8 ci-après, un tableau prévisionnel faisant apparaître la quote-part des dépenses de chaque entreprise en pourcentage du montant. Ce tableau est remis au maître d'œuvre pour être transmis à chaque entreprise.

3.3.3 **LES DIVERSES ENTREPRISES**

Règlent d'un commun accord les dépenses suivantes dans la mesure où elles n'ont pas été mises par le marché à la charge d'une entreprise déterminée ne figurant pas dans le compte prorata :

- Installation, entretien et réparation des matériels, dispositifs ou engins installés par une entreprise pour ses propres besoins et utilisés par une ou plusieurs autres entreprises,
- Utilisation par les différents corps d'état des échafaudages, dispositifs ou engins installés par un entrepreneur pour ses propres besoins.

En cas de désaccord des entrepreneurs intéressés, le maître d'œuvre peut jouer le rôle d'amiable compositeur.

3.3.4 PRESTATIONS FOURNIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Sans objet

3.3.5 LES OUVRAGES ET PRESTATIONS

Faisant l'objet du marché sont réglés par le prix global et forfaitaire porté dans l'acte d'engagement visé à l'article 2 ci-avant.

3.3.6 REGLEMENT DES COMPTES

Les décomptes de travaux mensuels devront être établie sur la forme de Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.)

3.3.6.1 ETABLISSEMENT DES COMPTES

- Un état de situation est établi à la fin de chaque mois par l'entreprise en **un exemplaire** dans un délai d'un mois compté, à l'expiration du mois auquel il se rapporte. Cet état comprend les travaux exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation et doit être transmis au maître d'œuvre.
- Cet état de situation devra être envoyé par courriel pour « projet » avant le 25 du mois au maitre d'œuvre.
- La facture correspondante ne pourra être déposée sur chorus qu'une fois validée par le maitre d'œuvre.
- Tout projet de situation envoyé après le **25 du mois** se verra reporter au mois suivant.
- Après vérification, le **Maître d'œuvre** établira le décompte provisoire mensuel à mandater à l'entreprise.
- Le maître d'œuvre a 7 jours pour transmettre la facture à la **Mairie de Lescure d'Albigeois** qui réglera à l'entreprise le décompte provisoire mensuel dans un délai maximum de 30 jours à compter de la remise de chaque état de situation.

3.3.6.2 DECOMPTE DEFINITIF

Le montant du décompte définitif établi par l'entreprise dans un délai de trente jours à compter de la réception ne pourra être supérieur au montant initial de son marché. Il appartiendra à l'entreprise de prendre connaissance des rectifications éventuellement apportées au décompte définitif par le maître d'œuvre.

3.3.6.3 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le dépassement du délai de paiement donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés par décret.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes et actualisables

3.4.1 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national BT 01

Pour l'application des dispositions de l'article 10-4 du CCAG – Travaux, il est précisé que le marché est passé à prix ferme, actualisable.

3.4.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres.

3.4.2.1 POUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU 3.4.1.

La date d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux doit s'entendre comme étant la date de l'ordre de service donné à chaque entreprise de commencer les prestations qui lui incombent. Dans tous les cas où une entreprise doit faire plusieurs interventions, c'est la date de la première intervention qui est retenue.

3.4.3 REVISION DES PRIX

Sans objet

3.4.4 MISE A JOUR ET REVISION DES FRAIS DE COORDINATION

Sans objet

3.4.5 MISE A JOUR PROVISOIRE

Lorsqu'une mise à jour des prix a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à la mise à jour définitive qu'après la parution de l'index correspondant. Le rajustement intervient sur le premier acompte suivant la parution des index correspondants.

3.4.6 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels de TVA et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4.7 ACTUALISATION

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule en le 1^{er} jour du mois d'établissement du prix et la date d'effet de cet ordre de service, le prix initial sera actualisé dans les conditions suivantes :

$$Cn = \frac{Id - 3}{I0}$$

Dans laquelle :

Cn = coefficient d'actualisation

I0 = valeur de l'index au mois de l'établissement des prix soit

Id-3 = valeur de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins trois mois.

3.5 FACTURE ELECTRONIQUE

La dématérialisation des factures s'inscrit dans une obligation progressive au sein du secteur public.

Le titulaire du marché et ses sous-traitants admis au paiement direct utilisent une solution mutualisée, mise à la disposition de l'Etat, dénommée « portail de facturation » qui permet la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Cette transmission via le portail Chorus s'applique pour tous les types d'entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

3.6 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

La réglementation en vigueur sera appliquée.

Article 4. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

4.1 DELAIS D'EXECUTION

A compter de la date fixée par l'ordre de service de commencer les travaux, les délais impartis sont les suivants :

➤ **Délai global tous corps d'état : 14 mois (congés + 1 mois de préparation inclus).**

Les délais impartis englobent le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Les délais contractuels d'exécution commencent à courir pour chaque entreprise à la date d'effet de l'ordre de service spécial, prescrivant le commencement des prestations qui lui incombent. Si plusieurs délais partiels sont impartis, chacun d'eux commence à la date d'effet d'un ordre de service spécial, sauf dispositions contraires résultant soit du calendrier d'exécution, soit de l'ordre de service initial.

Le calendrier d'exécution indique le déroulement de l'exécution des prestations et, s'il y a lieu, les délais partiels impartis. Le délai de **14 mois** prévu à l'article 46.2.1 du C.C.A.G. ne commence à courir qu'à partir de la date prévue par ledit calendrier pour l'exécution des travaux.

Il est précisé pour l'application de l'article 19.1.1 du C.C.A.G. que les délais stipulés ci-dessus sont indépendants de la période de préparation, en ce sens que leur point de départ peut se situer à l'intérieur ou à l'extérieur de cette période.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

4.1.1 INTEMPERIES

Le nombre de journées d'intempérie est inclus dans le délai d'exécution.

4.1.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

4.1.2.1 DES LA FIN DE LA PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution ne peut résulter que d'un avenant à l'exception des seules dispositions prévues à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation de délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le Maître d'œuvre après avis de l'Entrepreneur, et décidé par la **Mairie de Lescure d'Albigeois** par avenant.

4.1.3 PENALITES – PRIMES D'AVANCE – AUTRES PRIMES

4.1.3.1 PENALITES POUR RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 20.4 du CCAG – Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Conformément à l'article 20.5 du CCAG – Travaux, en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le représentant du pouvoir adjudicateur rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG – Travaux, les calculs des montants des pénalités sont effectués comme suit, sur simple constatation du maître d'œuvre :

Objet du retard	Montant de la pénalité par jour calendaire	Indicateur
Réception de l'opération	1/2000 ^{ème} du montant HT	PV de réception
Absence de levée des réserves dans les 45j suivants la réception	160€ par réserve non levée	Constat du maître d'œuvre

4.1.4 AUTRES PENALITES

En complément de l'article 20 du CCAG – Travaux, les pénalités suivantes sont applicables dans les conditions ci-après définies :

Autres pénalités	Calcul de la pénalité		Indicateur
	Par jour calendaire	Par obligation non respectée	
Absence de l'encadrement au RDV de chantier, RDV de pilotage, réunions de coordination SPS		500€	Compte rendu de chantier
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	200€ par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10% du montant du marché et 75 000€ et/ ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire		Mise en demeure
Sous-traitance occulte	8 000€ ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire		Constat du maître d'œuvre/ maître d'ouvrage ou rapport CSPS
Non-respect des obligations relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail		160€	Constat du maître d'œuvre/ maître d'ouvrage ou rapport CSPS
Absence de port de la carte d'identification professionnelle ou badge (par personne)		50€	Constat du maître d'œuvre/ maître d'ouvrage ou rapport CSPS
Absence de remise dans le délai de 15 jours de l'enregistrement exhaustif de toute personne présente sur le chantier	150€		Constat du maître d'œuvre/ maître d'ouvrage ou rapport CSPS

4.1.5 PRIMES D'AVANCE

Il n'est alloué aucune prime pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. La personne responsable du marché peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

4.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mis en demeure par ordre de service, resté sans effet, il peut y être procédé par le maître de l'ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

4.3 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à **200 euros (deux cent soixante)** est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

Les bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA) doivent être annexés au dossier des ouvrages exécutés.

Les plans sont à fournir au maître d'œuvre en deux exemplaires dans les délais suivants :

1. ***Au plus tard lorsqu'il demande la réception :***

Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,

2. ***Dans les deux mois suivant la réception :***

Les plans et autres documents conformes à l'exécution.

De plus, concernant le dispositif de valorisation des CEE, il doit être obligatoire transmis dans les délais impartis.

Article 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Il est appliqué sur les sommes dues à titre d'acompte une retenue de 5 % destinée à garantir le maître de l'ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier peut être créancier à titre quelconque, dans le cadre du marché.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire selon les modèles fixés par arrêté.

La retenue de garantie ou la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire, est libérée dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44.1 du C.C.A.G. sauf si la personne responsable du marché a signalé à l'entrepreneur ou à l'organisme ayant apporté sa garantie, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations.

5.2 AVANCE FORFAITAIRE

5.2.1 CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

L'article L.2191-2 et suivant du Code de la commande publique permet d'accorder une avance forfaitaire au titulaire et à ses sous-traitants dès la date mentionnée sur l'ordre de service qui prescrit le démarrage des travaux, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé entre **5% et 10 % du montant initial du marché**, toutes taxes comprises si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est fixée entre **5% et 10 % d'une somme égale à douze (12)** fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché.

5.2.2 GARANTIES FINANCIERES DES AVANCES

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence du **5% du montant de l'avance forfaitaire**. Le titulaire doit demander cette garantie dans le mois qui suit l'ordre de service de commencer les travaux.

5.3 AUTRES AVANCES

Sans objet

5.4 APPROVISIONNEMENTS

Pour l'application de l'article 11.3 du C.C.A.G., les approvisionnements pourront faire l'objet d'acomptes à titre exceptionnel s'ils présentent un investissement d'une valeur considérable.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété ; il aura donc à fournir obligatoirement une **facture acquittée** de ces approvisionnements.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être **couverts par une assurance incendie** et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier objet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

Les matériaux ou éléments seront facturés au fur et à mesure de leur emploi, lors de l'établissement de l'état de situation mensuel visé à l'article 3.3.4.1 du présent C.C.A.P.

Article 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 MISE A DISPOSITION DES CARRIERES OU LIEU D'EMPRUNT

Sans objet.

6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.3.1 LE C.C.T.P. DEFINIT LES COMPLEMENTS ET DEROGATIONS A APPORTER

Aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un bureau de contrôle.

6.3.2 LE C.C.T.P. PRECISE QUELS MATERIAUX,

Produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un bureau de contrôle.

6.3.3 LE MAITRE D'ŒUVRE PEUT DECIDER,

Après avis du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés sur justification des dépenses,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, s'ils ne sont pas concluants, ils sont aux frais de l'entreprise fautive.

6.3.4 EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 23 DU C.C.A.G.,

Il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du C.S.T.B.

6.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRISE DES MATERIAUX ET PRODUIT FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Sans objet.

Article 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL

Sans objet

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Sans objet

Article 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G., la période de préparation du chantier est fixée à un mois, indépendamment du délai d'exécution des travaux.

8.1.1 IL EST PROCÉDÉ AU COURS DE CETTE PÉRIODE AUX OPÉRATIONS ÉNONCÉES CI-APRÈS :

- **Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier,**
- **Établissement du plan de sécurité et d'hygiène prévu par l'article 28.3 du C.C.A.G.,**
- **Établissement d'une décomposition du prix forfaitaire en phases techniques permettant de dresser les situations mensuelles des travaux. En attendant qu'elle soit établie, le projet de décompte est dressé à partir de la décomposition annexée à l'acte d'engagement.**
- **Établissement du plan de retrait de l'amiante**
- **Établissement des plans d'exécutions en fonction en tenant compte de l'interactivité entre les entreprises.**

8.1.2 LES DOCUMENTS VISES CI-AVANT SONT ÉTABLIS CONJOINTEMENT PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE ET LES ENTREPRENEURS.

8.1.3 LES DOCUMENTS ÉTABLIS PAR L'ENTREPRENEUR AU COURS DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION DES TRAVAUX SONT SOUMIS AU VISA DU MAÎTRE D'ŒUVRE DIX JOURS AU MOINS AVANT L'EXPIRATION DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION.

Sur le projet des installations de chantier doivent figurer :

- **L'emplacement des bureaux de chantier,**
- **L'emplacement des centrales à béton, s'il y a lieu et des stockages d'agréats,**
- **L'emplacement des voies et grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert ainsi que celui des montes matériaux, s'il y a lieu,**
- **Les baraquements ou les lieux de stockage du matériel, des matériaux et éléments fabriqués (ainsi que les parcs à acier),**
- **Les postes transformation de chantier, les surpresseurs, s'il y a lieu, et les réservoirs et postes d'eau ainsi que le schéma des branchements provisoires.**
- **Les locaux de gardiennage,**
- **Les installations obligatoires destinées au personnel,**
- **L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier,**
- **L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,**
- **L'emplacement des parkings provisoires.**

Figureront en outre sur le plan d'installation de chantier, tous renseignements qui seraient jugés utiles ou nécessaires par les entreprises ou le maître d'œuvre.

8.1.4 BUREAU DE CHANTIER

Par application de l'article 10.1.2 du C.C.A.G., il est précisé que le local mis à la disposition du maître d'œuvre aura une surface d'environ 15 m². Ce local est meublé par l'entrepreneur qui assure à ses frais l'éclairage, le chauffage, l'entretien et le nettoyage. Ledit local est muni d'un téléphone relié directement au central téléphonique.

8.1.5 PANNEAU DE CHANTIER

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur à qui incombent le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier fournit et fait poser un panneau de chantier répondant aux dispositions réglementaires.

8.1.6 ÉCHANTILLONS

Les échantillons de matériaux et d'appareillages ou les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P. sont fournis dans le local réservé au maître d'œuvre ou dans un local annexe. Ils sont soigneusement fixés et plombés

pour éviter toute substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du maître d'œuvre.

8.2 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL – ETUDE DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur, en ce qui concerne tous les lots :

L'entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet, avec les notes de calcul y afférentes et les spécifications techniques détaillées, au visa du maître d'œuvre et bureau de contrôle, qui les lui retournent, avec ses observations éventuelles, au plus tard 8 jours (huit) après leur réception. Les observations du bureau de contrôle sont prises en compte par le maître d'œuvre et l'entreprise sans plus-value pour le maître d'ouvrage.

8.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Application de la réglementation en vigueur.

8.4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

Application de la réglementation en vigueur. (cf. P.G.C.) et le guide COVID 19 élaboré par l'OPPBTP

Article 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévues par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont assurés le cas échéant par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle.

9.2 RECEPTION

9.2.1 LA RECEPTION DES OUVRAGES

A lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération visée à l'article premier relatif à chaque tranche et lot. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Toutefois, si les travaux d'une ou plusieurs entreprises ne sont pas en état d'être reçus à la date fixée en application de l'article 41.1 à 41.1.2 du C.C.A.G., le maître d'ouvrage peut prononcer néanmoins la réception des travaux des autres entreprises.

9.2.2 LES EPREUVES

Prévues par l'article 41.2 du C.C.A.G. sont précisées dans le C.C.T.P.

9.2.3 IL APPARTIENT AU TITULAIRE DU MARCHE

Afférent au lot Gros œuvre d'adresser au maître de l'ouvrage la lettre recommandée mentionnée au 41.1 du C.C.A.G. En cas de défaillance de l'entreprise du lot Gros œuvre, toute entreprise peut provoquer comme indiqué ci-dessus, les opérations préalables à la réception.

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Sans objet.

9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution, en application de l'article 40 du C.C.A.G. sont énumérés à l'article 4.5 du présent C.C.A.P.

9.5 DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à une année.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux.

9.6 GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet

Article 10. ASSURANCES

Dans un délai de **5** jours suivant la demande du maître de l'ouvrage, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- ***D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. La garantie devra être suffisante pour couvrir l'ensemble des risques ; l'attestation produite devra mentionner l'étendue de la garantie souscrite.***
- ***D'une police d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité décennale et précisant le montant des garanties souscrites ainsi que les modalités d'articulation des différentes garanties entre elles.***

La Mairie de Lescure d'Albigeois pourra exiger à tout moment la production d'une attestation d'assurance conforme aux prescriptions ci-dessus.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du C.C.A.G., de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Article 11. SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de sa candidature, dans un délai de **sept jours** à compter de la demande de l'Office :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales disponibles auprès de l'[URSSAF](#) et datant de moins de 6 mois ainsi que les pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5 ou D 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.
- Ces documents seront à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K ou K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés
- Une attestation sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-4 du Code de la commande publique.

Tous les documents doivent être établis en langue française.

En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent produire l'ensemble des pièces demandées.

Si le candidat pressenti ne produit pas les pièces précitées dans le délai fixé, son offre sera rejetée et le candidat sera éliminé. La même demande sera alors adressée par La Mairie de Lescure d'Albigeois au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 12. RESILIATION DU MARCHÉ

12.1 CONDITIONS DE RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3 et suivants du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure en lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure en lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 13. CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Les données contenues dans les supports et documents rattachés au marché sont strictement couvertes par le secret professionnel (Art. 226-13 du Code pénal). Il en va de même pour toutes les données dont l'entreprise prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et liberté modifiée, le titulaire du marché s'engage à ne pas communiquer les données transmises par **La Mairie de Lescure d'Albigeois**.

Article 14. DIFFERENDS ET LITIGES

Il sera fait application de l'article 50 du CCAG Travaux.

Article 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

1. ***Le présent C.C.A.P. déroge aux articles ci-après du C.C.A.G. :***
 - ***L'article 2 du C.C.A.P. déroge à l'article 4 du C.C.A.G. en ce qui concerne les pièces constitutives du marché et leur ordre de priorité.***
 - ***L'article 4.3.1 du C.C.A.P. déroge à l'article 20 du C.C.A.G. en ce qui concerne les taux de pénalités pour retard d'exécution.***
 - ***L'article 8.1 du C.C.A.P. déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. en ce qui concerne la durée de préparation du chantier.***
 - ***L'article 9.2.2 du C.C.A.P. déroge à l'article 41.2 du C.C.A.G. en ce qu'il renvoie au C.C.T.P. pour les épreuves préalables à la réception des travaux.***
2. ***Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.T.P. et aux normes sur les points suivants : Sans objet.***
3. ***Le C.C.T.P. déroge au C.C.T.G. sur les points suivants : Sans objet.***

ANNEXE 1 – AU C.C.A.P.

15.1 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER (ARTICLE 3.3.1.1)

La répartition de ces dépenses est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

15.1.0 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont réputées rémunérer par le prix du marché conclu avec l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne dudit tableau.

Lot GROS ŒUVRE
Branchements provisoires d'eau et d'électricité
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier
Installation d'éclairage et de signalisation
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmeries) conformément au guide COVID 19 de l'OPPBTP.
Installations de gardiennage et du local mis à la disposition du maître d'œuvre
Installations de gardiennage et du local mis à la disposition du maître d'œuvre
Installation du téléphone et des ascenseurs de chantier
Lot PLOMBERIE
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement
Lot ELECTRICITE
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement

Chaque entreprise supporte les frais d'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué, sauf dispositions contraires du C.P.C. ou du C.C.T.G. ou du C.C.T.P.

15.1.1 DEPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en A sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot **Gros œuvre** :

- **Les charges temporaires de voirie et de police,**
- **Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.**

15.1.1.1 POUR LE NETTOYAGE DU CHANTIER :

- **Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.**
- **Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais**
- **Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.**

15.1.2 DEPENSES DE CONSOMMATION

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- **Consommation d'eau et d'électricité,**
- **Chauffage de chantier,**
- **Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,**
- **Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :**
- **L'auteur de dégradations et des détournements ne peut être découvert,**
- **Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé,**
- **La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.**

Toutefois, en raison de leur caractère particulièrement onéreux, les fournitures et matériels désignés ci-après demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs de l'entreprise chargée de leur mise en œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot **Gros Œuvre** procédera au règlement des dépenses correspondantes. Il effectuera en cours de chantier la répartition et la facturation desdites dépenses en gardant à sa charge 20 % de leur montant et en répartissant le complément entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finals de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Fait à Lescure d'Albigeois, le

Cachet et signature de l'entreprise :

(Par la personne habilitée à signer)